Silence au fond des vallées

François Malrain

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/archeopages/882>

DOI : 10.4000/archeopages.882

ISSN : 2269-9872

Éditeur

INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2008

Pagination : 118-120

ISSN : 1622-8545

Référence électronique

François Malrain, « Silence au fond des vallées », *Archéopages* [En ligne], Hors-série 1 | 2008, mis en ligne le 01 février 2008, consulté le 24 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/archeopages/882> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/archeopages.882>

[Fig. 1] Décapage mécanique d'une grande surface de fouille dans une ballastière de la vallée de l'Aisne.

[Fig. 2] Les extractions de sable dans la moyenne vallée de l'Oise créent un nouveau paysage. Beaucoup des espaces désormais en eau ont fait l'objet d'opérations archéologiques.

la bataille pour l'un soit rapidement inséparable du combat pour l'autre.

Si, pour conclure, j'en viens aux relations entre les universités et les surintendances ou les services archéologiques, je constate, ici encore, que la situation italienne n'est pas enviable. Non seulement les contrastes sont forts, comme en France, mais l'absence complète du CNR (l'équivalent italien du CNRS, en profonde restructuration, qui n'a jamais été très présent sur le terrain sauf sur des crêneaux très ciblés) laisse place à des oppositions frontales, avec l'absence de toute articulation: rien de comparable aux unités mixtes de recherche qui, depuis quinze ans, ont un bilan globalement positif, même si elles n'ont pas tout réglé.

Je reste un farouche partisan de la mobilité. Peut-être parce que je suis entré au CNRS par hasard... Je veux dire par là que l'université m'attirait tout autant, mais aussi la «culture», comme l'on dit. Et j'ai pris beaucoup de plaisir à mes fonctions et à mes missions, précisément parce que les articulations entre ces différentes facettes d'une unique discipline m'intéressent. Il faudra toujours avancer dans ce sens, pour éviter les chapelles, l'esprit de corps dans ses excès.

Il faut surmonter l'antagonisme entre les agents des services régionaux et ceux de l'Inrap. Ils doivent réapprendre à travailler ensemble et sortir de la culture du conflit qui caractérise leurs rapports, surtout depuis la mise en place de l'Inrap. Les grands défis que notre milieu aura à affronter sont autres et demandent une vision cohérente et solidaire. Sinon, le patrimoine risque de souffrir dans son ensemble. Il n'y a donc pas les châteaux contre les fouilles, l'enseignement contre la recherche, le terrain contre les bibliothèques. Le «tous ensemble» cher au milieu syndical a ici tout son sens et il faut espérer que nos ministères acceptent aussi de travailler la main dans la main sur un dossier archéologique obligatoirement éclaté, dans lequel protection et valorisation du patrimoine d'une part, recherche et formation d'autre part, sont inséparables.

En dépit de tant de difficultés quotidiennes, l'Inrap a voulu donner à ses archéologues la possibilité de travailler au dehors des frontières de l'Hexagone, pour leur permettre d'acquérir une large vision des territoires et des situations, et pour échapper au campanilisme de l'amateur. Cette ambition est d'autant plus justifiée que, notamment autour de la Méditerranée, l'archéologie préventive peut prendre place au cœur des politiques de partenariat. Outre la dimension scientifique, son intérêt politique est évident. Pour une fois que tout va dans le même sens... Il faut donc continuer à travailler dans cette direction, avec l'aide de l'État mais aussi de toutes les entreprises privées françaises intervenant à l'étranger qui sauront le comprendre. C'est possible si nous savons être convaincants.

Passer par Rome pour travailler en France n'est pas inutile: les constructeurs romains ont mis

profondément leur empreinte sur notre pays. En juillet 2006, la signature d'une convention entre l'École française de Rome et l'Inrap a tiré les conséquences de ce constat et permis également de lancer un pont entre les deux archéologies de l'après-guerre. Un premier pas vers la réconciliation rêvée par Henri Seyrig.

Silence au fond des vallées

François Malrain

Inrap, UMR 7041 « Archéologies et Sciences de l'Antiquité »

Si nous avons choisi de discuter des vallées de Picardie, de celles de l'Aisne et de celles de l'Oise, c'est que nous connaissons l'attachement que nombre d'entre nous portent à ces aires géographiques. Il convient toutefois de préciser qu'il ne s'agit pas d'un récit nostalgique, bien que ce sentiment ne soit certainement pas étranger à l'histoire de ces vallées. Mais c'est à un autre sujet que nous désirons consacrer ces quelques lignes: l'intérêt des décapages exhaustifs dans des secteurs déjà abondamment fouillés.

La mise en place du programme de la vallée de l'Aisne a été l'occasion de développer une nouvelle méthode d'intervention archéologique: celle des décapages mécanisés sur de grandes surfaces. L'archéologue Bohumil Soudský l'avait déjà testée avec succès en Tchécoslovaquie. L'application qu'il en fit en France allait définitivement transformer nos techniques et stratégies de fouille (Collectif vallée de l'Aisne 1982). Avec celle de la Petite Seine dans la Bassée (Mordant 1992), la vallée de l'Aisne allait inaugurer plusieurs décennies de fouilles permanentes sur de vastes surfaces concentrées dans un même espace géographique. Plusieurs années après, en s'inspirant des acquis des Soissonnais, le Centre de recherche archéologique de la vallée de l'Oise (Cravo) mettait en place une équipe permanente pour assurer les sauvetages induits par l'accroissement sans précédent des exploitations sablières dans le bassin de la moyenne vallée de l'Oise (Talon 1988). Ainsi, à quelques encablures, deux équipes ont tenté de comprendre la dynamique des peuplements du Paléolithique à nos jours et leurs interactions avec l'environnement.

La professionnalisation croissante de l'archéologie au cours des années 1990 et la logistique apportée par l'Afan ont permis, peu à peu, la présence continue des archéologues sur le terrain et convaincu les aménageurs de l'intérêt des fouilles. Les conventions renégociées chaque année ont contribué à ce que soient menées des interventions archéologiques de plus en plus performantes. Ces travaux étaient sous-tendus par une évidence jusqu'alors peu traduite dans la pratique: à savoir que l'organisation territoriale d'une société, quelle qu'en fût l'appartenance culturelle, ne pouvait être comprise sans que soit collecté l'ensemble de la documentation inscrite dans le sol.

Pour y parvenir, un seul moyen était opérant : un décapage archéologique exhaustif des surfaces vouées à la destruction, année après année, par l'extraction de sable. Cette manière de conduire les opérations est en effet la seule à même de révéler tous les sites, surtout les moins spectaculaires, souvent constitués de quelques structures. Lorsque l'enjeu est de comprendre l'organisation des sociétés du passé, les occupations les plus modestes ont autant d'intérêt que les sites considérés comme majeurs (Brun *et al.* 2006). Des années 1970 jusqu'à la création de l'Inrap en 2001, ce sont plusieurs centaines d'hectares qui ont ainsi été passés au crible. L'enregistrement des données fut impressionnant, tout comme les publications qui en découlèrent.

Mais, au lieu de nous permettre de continuer sur cette lancée, l'adoption de la nouvelle législation est paradoxalement devenue un frein aux recherches d'envergure conduites dans ces laboratoires à ciel ouvert. Comme partout ailleurs, la réalisation de sondages systématiques – 10 % de la superficie menacée, en moyenne – est la nouvelle façon de procéder. C'est ainsi que des surfaces entières ne font pas l'objet de prescriptions car soit les vestiges sont jugés anodins, soit l'ouverture des «fenêtres» est considérée comme suffisante à la compréhension du gisement. Ce filet à larges mailles n'est pourtant pas un filtre satisfaisant, car il ne permet de moissonner que certaines catégories d'occupations (Dubouloz 2003). Sont alors exclus des problématiques de recherche de nombreux sites d'habitat ou funéraires de petite superficie dont les fonctions, encore très mal connues ou inédites, permettraient pourtant de mieux comprendre l'organisation des sociétés anciennes. Pour la première fois depuis trente ans, la recherche est en régression dans ces secteurs géographiques. Des sites qui auparavant auraient été traités ne le sont pas, ce qui élimine des informations essentielles. Au regard de cet appauvrissement, il ne serait pas incohérent de reconsidérer ces entités géographiques comme des espaces privilégiés d'échantillonnages participant activement au développement de stratégies de recherche; cela non seulement pour les vallées picardes, mais aussi pour celles de la Marne, de la Seine et quelques autres secteurs. Au-delà de l'aire géographique où ils ont été acquis, les résultats permettent l'interprétation de gisements partiellement mis au jour, sur des tracés d'autoroute ou des lignes ferroviaires, par exemple.

Ces vallées ont également joué un rôle essentiel dans la formation des archéologues. Le nombre élevé des études conduites et des diplômes soutenus est révélateur du lien étroit qui unit des équipes de terrain pérennisées aux universités et à la recherche. L'intégration progressive d'étudiants aux programmes et la transformation de nombreux fouilleurs en étudiants ont conduit à des publications de qualité. Malheureusement, la dispersion de plus en plus forte des équipes

contribue aujourd'hui au tarissement de ces viviers de futurs chercheurs. De même, les relations avec les amateurs sont devenues quasi inexistantes car les chantiers de fouille ne peuvent plus être calés dans le temps. Il devient également très difficile d'accueillir des stagiaires qui se destinent aux métiers de l'archéologie. Le manque de formation au terrain – et, par conséquent, aux différentes problématiques culturelles et chronologiques – a des conséquences importantes sur la recherche.

L'un des atouts majeurs de l'archéologie préventive est l'échelle de ses interventions. Son ampleur lui permet de poser des problématiques historiques autrefois inconcevables. L'archéologie préventive gagnerait fortement à focaliser une partie de ses moyens sur des projets et des équipes où l'apprentissage et la recherche sont les garants d'une bonne vitalité scientifique.

BRUN P., MARCIGNY C., VANMOERKERKE J. (dir.) 2006 : « Une archéologie des réseaux locaux. Quelles surfaces étudier pour quelle représentativité? », Actes de la table ronde des 14 et 15 juin 2005, Châlons-en-Champagne, *Les Nouvelles de l'archéologie*, n°104-105, novembre.

Collectif vallée de l'Aisne 1982 : « Vallée de l'Aisne, Cinq années de fouilles protohistoriques », *Revue archéologique de Picardie*, numéro spécial, n°1.

DUBOULOZ J. 2003 : « L'évaluation des méthodes de diagnostic, simulations sur des sites de l'Aisne », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n°91, 1^{er} trimestre, p.46-51.

MORDANT D. 1992 : *La Bassée avant l'histoire, archéologie et gravières en Petite Seine*, Nemours, APRAIF, p.142.

TALON M. 1988 : *Pour un programme de sauvetage et d'étude des sites dans les carrières de granulats de la moyenne vallée de l'Oise*, Amiens, Drac Picardie, 1988.

Le rébus au fond du labyrinthe

Paul Salmona
Inrap

La perception de l'archéologie : un champ inexploré. Comment les Français se représentent-ils l'archéologie, ses modalités, ses finalités et le corpus de connaissance qu'elle produit ? On dispose de rares données pour répondre à cette question : peu d'études abordent ce sujet et les responsables culturels sont semblables à des visiteurs laissés sans accompagnement sur un chantier de fouille et confrontés à un rébus d'indices indéchiffrables, au sein d'un labyrinthe de vestiges monumentaux illisibles...

Les archéologues qui s'interrogent sur l'image de leur discipline n'ont qu'une connaissance empirique de la perception de leur activité par le corps social, même si, d'expérience, ils savent que les réactions du public sont souvent très positives sur leurs chantiers.

Ils ont pu, par ailleurs, mesurer la passion et parfois l'hostilité des débats parlementaires relatifs à la refonte de la loi de 2001 (voir sur ce point les extraits des comptes rendus des débats de l'Assemblée nationale in Demoule 2005).

Les Chiffres-clefs de la Culture 2007 (Cardona, Lacroix 2007) ne donnent que le nombre de chantiers recensés en 2005